

International

RODRIGO DUTERTE : ENTRE HÉRITAGE POLITIQUE ET RUPTURE DANS L'HISTOIRE DES PHILIPPINES

Manon De Wever

06/06/2025

L'arrestation de Rodrigo Duterte, le 11 mars dernier, marque un tournant majeur dans l'histoire politique des Philippines. Accusé de crimes contre l'humanité, l'ancien président fait face à la justice après un mandat marqué par l'autoritarisme et une politique sécuritaire radicale. Son ascension s'est inscrite dans une tradition d'hommes forts, tout en redéfinissant les modes de gouvernance et les alliances internationales. Populiste, controversé et provocateur, Duterte a durablement transformé le paysage politique philippin, renforçant l'exécutif au détriment des institutions démocratiques. Son arrestation relance le débat sur son héritage et l'impact du dutertisme sur les institutions et la société philippines. Cette affaire soulève aussi des questions sur l'évolution du régime et la solidité de l'État de droit. Entre continuités et ruptures, Duterte demeure une figure centrale du paysage politique actuel, influençant encore ses successeurs et les équilibres de pouvoir.

Les Philippines et l'héritage des hommes forts : de la colonisation à l'ère post-Marcos

L'histoire politique des Philippines est marquée par une succession de figures autoritaires dont l'influence perdure jusqu'à nos jours. Depuis la colonisation espagnole, en passant par la domination américaine, jusqu'à l'indépendance formelle en 1946, l'archipel a développé une culture politique où la personnalisation du pouvoir constitue un trait récurrent¹. Les structures de gouvernance ont été façonnées par des siècles d'administration coloniale verticale, créant un terreau fertile pour l'émergence de dirigeants charismatiques dotés d'une autorité considérable². La période post-indépendance a perpétué cette dynamique, avec une série de présidents oscillant entre tendances démocratiques et autoritaires. La figure de Ferdinand Marcos demeure emblématique de cette tradition, ayant gouverné le pays d'une main de fer pendant plus de deux décennies (1965-1986)³. Son régime, caractérisé par la loi martiale (1972-1981), a établi un précédent

dans la concentration des pouvoirs et l'usage de méthodes répressives pour maintenir l'ordre⁴. Après sa chute lors de la révolution pacifique EDSA⁵ en 1986, les institutions démocratiques ont été restaurées, mais les structures profondes du pouvoir sont restées imprégnées de pratiques autoritaires⁶. La transition démocratique post-Marcos, bien que significative sur le plan institutionnel, n'a pas réussi à transformer radicalement les fondements de la culture politique philippine. Les présidences successives de Corazon Aquino, Fidel V. Ramos, Joseph Estrada et Gloria Macapagal-Arroyo ont toutes, à des degrés divers, navigué entre les aspirations démocratiques et les réalités d'un système politique encore dominé par des rapports clientélistes et des dynamiques personnelles⁷. Cette persistance de pratiques autoritaires dans un cadre formellement démocratique a créé un environnement propice à l'émergence d'une figure comme Rodrigo Duterte.

La formation politique de Duterte : parcours local et ascension nationale dans le contexte de Mindanao

Le parcours politique de Rodrigo Duterte s'inscrit dans la complexité géopolitique de Mindanao, la grande île méridionale des Philippines. Cette région, historiquement marginalisée par le pouvoir central de Manille, est caractérisée par une mosaïque ethnique et religieuse ainsi que par des conflits persistants liés aux revendications autonomistes musulmanes et aux insurrections communistes⁸. C'est dans ce contexte de tensions permanentes que Duterte a forgé son identité politique. Sa carrière débute véritablement à Davao, la plus grande ville de Mindanao, où il occupe le poste de maire pendant plus de deux décennies (1988-1998, 2001-2010, 2013-2016)⁹. Cette longévité lui a permis d'élaborer et de perfectionner son style de gouvernance, mêlant pragmatisme administratif et méthodes controversées de maintien de l'ordre. Sous son mandat, Davao est passée d'une ville considérée comme l'une des plus dangereuses du pays à un modèle vanté pour sa sécurité et son développement économique, bien que les moyens employés pour parvenir à cette transformation aient soulevé de nombreuses questions éthiques et juridiques¹⁰. Son expérience à Mindanao a profondément influencé sa vision politique nationale. Confronté quotidiennement aux défis de la criminalité, du terrorisme et de l'instabilité sociale, Duterte a développé une approche pragmatique et souvent brutale des problèmes de sécurité. Sa connaissance intime des dynamiques locales lui a également permis de cultiver une image d'homme du peuple, comprenant les préoccupations des citoyens ordinaires, par opposition aux élites politiques traditionnelles de Manille perçues comme déconnectées des réalités provinciales¹¹. Cette trajectoire politique ancrée dans les périphéries a paradoxalement constitué un atout majeur lors de son ascension nationale. Duterte a su capitaliser sur son statut « d'outsider » et sur son bilan local pour se présenter comme une alternative crédible face à la politique en place perçue comme inefficace et corrompu¹². Sa

campagne présidentielle de 2016, marquée par un discours sans concession et des promesses radicales de changement, a résonné auprès d'un électorat lassé par les promesses non tenues des administrations précédentes¹³.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Les continuités avec le passé : clientélisme, dynasties familiales et rapport à la violence politique

Le phénomène Duterte, malgré sa rhétorique de rupture, s'inscrit dans une profonde continuité avec certaines caractéristiques structurelles de la politique philippine. Le système clientéliste, hérité de l'ère coloniale et renforcé sous diverses administrations, demeure un pilier de l'organisation politique nationale¹⁴. Les relations patron-client, où les faveurs politiques sont échangées contre un soutien électoral, continuent de structurer les interactions entre les dirigeants et les citoyens. Duterte, tout en dénonçant les élites traditionnelles, a néanmoins maintenu et parfois renforcé ces dynamiques en consolidant son propre réseau de loyautés personnelles¹⁵. Le phénomène des dynasties politiques, autre constante de la vie publique philippine, trouve également une illustration dans la trajectoire de Duterte. Sa famille a progressivement étendu son influence politique, sa fille Sara Duterte devenant maire de Davao tandis que son fils Paolo occupait le poste de vice-maire¹⁶. Cette transmission familiale du pouvoir, loin d'être exceptionnelle aux Philippines, s'inscrit dans une longue tradition où les noms de famille comme Aquino, Marcos, Estrada ou Arroyo dominent la scène politique nationale et locale¹⁷. Le rapport à la violence politique constitue un troisième élément de continuité. Si l'intensité et la visibilité de la violence sous Duterte ont atteint des niveaux sans précédent dans la période post-Marcos, le recours à des méthodes coercitives pour maintenir l'ordre n'est pas nouveau dans l'histoire philippine. Des escadrons de la mort sous Marcos aux opérations anti-insurrectionnelles des années 1990 et 2000, la violence d'État a régulièrement été mobilisée comme instrument de gouvernance¹⁸. Duterte s'est distingué non pas tant par l'introduction de méthodes nouvelles que par la légitimation publique et la systématisation de pratiques auparavant maintenues dans une relative discrétion. Ces continuités révèlent la complexité du phénomène Duterte, qui représente à

la fois une rupture dans le discours et les méthodes, et une perpétuation de structures politiques profondément enracinées dans l'histoire philippine.

La guerre contre la drogue et le tournant sécuritaire : une escalade sans précédent

La politique anti-drogue initiée par Rodrigo Duterte dès son investiture constitue indéniablement la marque distinctive de sa présidence. Annoncée comme une croisade implacable contre les narcotrafiquants et les toxicomanes, cette campagne a rapidement pris une ampleur sans précédent dans l'histoire contemporaine des Philippines. Les estimations du nombre de victimes varient considérablement, mais les organisations de défense des droits humains évoquent entre 6000 et 30 000 morts entre 2016 et 2022, dont une majorité attribuée à des exécutions extrajudiciaires¹⁹. Cette violence institutionnalisée représente une rupture quantitative et qualitative avec les politiques sécuritaires antérieures. La singularité de cette guerre contre la drogue réside dans sa légitimation au plus haut niveau de l'État. Duterte a non seulement encouragé publiquement les forces de l'ordre à « tirer pour tuer », mais a également promis une protection juridique aux policiers impliqués dans des opérations létales²⁰. Cette rhétorique présidentielle a contribué à normaliser l'usage de la force létale comme réponse prioritaire à un problème de santé publique. Les opérations *Tokhang* (« Frapper et plaider »), devenues emblématiques de cette politique, ont instauré un climat de terreur dans de nombreux quartiers défavorisés, principales cibles des raids policiers²¹. Au-delà de ses conséquences humanitaires, cette approche a profondément transformé le paysage institutionnel philippin. Le système judiciaire s'est vu marginalisé au profit d'une justice expéditive administrée par les forces de l'ordre. Les garanties constitutionnelles fondamentales, comme la présomption d'innocence et le droit à un procès équitable, ont été érodées dans la pratique, même si elles demeurent formellement en vigueur²². Ce tournant sécuritaire a également renforcé considérablement l'influence politique des forces de police et de l'armée, devenues des acteurs centraux dans la mise en œuvre des politiques présidentielles. La couverture médiatique internationale de cette guerre contre la drogue a provoqué une onde de choc diplomatique, plaçant les Philippines sous le feu des critiques des organisations internationales et de nombreux gouvernements occidentaux²³. Cependant, sur le plan intérieur, les sondages ont régulièrement indiqué un soutien majoritaire à cette politique, reflétant l'adhésion d'une partie significative de la population à la promesse de restauration de l'ordre face à la perception d'une criminalité endémique²⁴.

La redéfinition des alliances internationales : du pivot américain au rapprochement avec la Chine

La présidence de Duterte a marqué un tournant majeur dans la politique étrangère philippine, traditionnellement caractérisée par une alliance étroite avec les États-Unis. Dès ses premiers mois au pouvoir, Duterte a entamé un processus de distanciation vis-à-vis de Washington, multipliant les déclarations hostiles à l'encontre des dirigeants américains et remettant en question la pertinence des accords de défense bilatéraux²⁵. Cette rhétorique anti-américaine s'est accompagnée d'un rapprochement avec la Chine, puissance régionale montante et rivale stratégique des États-Unis dans la région indo-pacifique. Ce « pivot vers la Chine » s'est manifesté par plusieurs initiatives diplomatiques et économiques significatives²⁶. Le voyage officiel de Duterte à Pékin en octobre 2016, quelques mois seulement après son élection, a abouti à la signature d'accords économiques d'une valeur de 24 milliards de dollars²⁷. Cette visite a également marqué un changement de ton radical concernant le différend territorial en mer de Chine méridionale. Malgré la décision favorable de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye en juillet 2016, qui reconnaissait les droits des Philippines sur les zones maritimes contestées, Duterte a choisi de minimiser ce conflit territorial au profit d'une coopération économique accrue avec Pékin²⁸. Ce réalignement stratégique a été motivé par des considérations à la fois économiques et géopolitiques. D'une part, l'attrait des investissements chinois dans les infrastructures, notamment dans le cadre de l'initiative *Belt and Road*, a constitué un levier puissant pour un pays en développement comme les Philippines²⁹. D'autre part, Duterte a cherché à diversifier les partenariats internationaux du pays pour accroître sa marge de manœuvre diplomatique face aux puissances régionales. Toutefois, ce rapprochement sino-philippin s'est heurté à des obstacles significatifs. Les promesses d'investissements massifs ne se sont que partiellement concrétisées, générant des frustrations croissantes. Par ailleurs, la présence continue de navires chinois dans les zones maritimes revendiquées par Manille a alimenté un sentiment anti-chinois au sein de la population philippine et de certains cercles militaires attachés à l'alliance américaine³⁰. Face à ces réalités, la politique étrangère de Duterte a progressivement évolué vers un équilibre plus pragmatique, cherchant à maintenir des relations avec la Chine tout en préservant les liens sécuritaires fondamentaux avec Washington.

Le populisme dutertiste, provocations et relations avec la Russie

Le style politique de Rodrigo Duterte représente une forme particulière de populisme adapté au contexte philippin. Son discours, caractérisé par un langage cru et souvent vulgaire, des attaques frontales contre les élites établies et une rhétorique anti-institutionnelle, a façonné une nouvelle

manière de communiquer avec l'électorat. Ses allocutions, fréquemment improvisées et émaillées de digressions personnelles, ont rompu avec le formalisme traditionnel de la communication présidentielle philippine³¹, *Philippines Journal of Social Development*, 2020.. Cette approche directe et non conventionnelle a contribué à forger une image d'authenticité et de proximité avec le « peuple ordinaire » par opposition aux élites perçues comme distantes et déconnectées. Les provocations verbales de Duterte ont constitué un élément central de sa stratégie de communication. Ses déclarations incendiaires à l'encontre de personnalités internationales, d'institutions religieuses ou d'opposants politiques ont régulièrement déclenché des controverses médiatiques. Qu'il s'agisse de ses insultes envers le pape François, l'ancien président américain Barack Obama ou le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, ces provocations ont servi à affirmer une posture de défiance face aux puissances occidentales et aux institutions internationales³². Dans ce contexte de redéfinition des alliances internationales, le rapprochement avec la Russie a constitué un autre aspect notable de la diplomatie dutertiste. Bien que moins substantiel que le pivot vers la Chine, ce rapprochement avec Moscou a comporté une dimension symbolique importante. La visite officielle de Duterte en Russie en mai 2017, bien qu'écourcée en raison de la crise de Marawi³³, a débouché sur plusieurs accords de coopération, notamment dans les domaines militaire et énergétique³⁴. Cette ouverture vers la Russie s'inscrivait dans une stratégie plus large de diversification des partenariats internationaux et d'affirmation d'une politique étrangère indépendante. Le populisme dutertiste se caractérise également par une conception particulière de la légitimité politique. Duterte a régulièrement invoqué le soutien populaire dont il bénéficiait pour justifier des décisions controversées, suggérant que l'approbation de l'électorat primait sur les contraintes institutionnelles ou constitutionnelles³⁵. Cette vision majoritaire de la démocratie, où la volonté présumée du peuple l'emporte sur les contre-pouvoirs institutionnels, a contribué à une polarisation croissante de la société philippine et à un affaiblissement des mécanismes de contrôle démocratique.

La transformation du paysage institutionnel : affaiblissement des contre-pouvoirs et réorientation de l'État

L'une des conséquences les plus profondes de la présidence Duterte réside dans la reconfiguration du paysage institutionnel philippin. Au cours de son mandat, les équilibres constitutionnels ont été significativement modifiés au profit du pouvoir exécutif, entraînant un affaiblissement progressif mais systématique des contre-pouvoirs traditionnels. La Cour suprême, le Congrès et diverses institutions indépendantes ont vu leur autonomie et leur capacité d'action diminuer face à un exécutif particulièrement assertif³⁶. L'éviction controversée de la présidente de la Cour suprême Maria Lourdes Sereno en 2018, via une procédure de *quo warranto*³⁷ plutôt que par la voie

constitutionnelle de l'*impeachment*, a constitué un précédent inquiétant dans l'histoire judiciaire philippine³⁸. Cette destitution, largement perçue comme politiquement motivée, a envoyé un message clair sur les limites de l'indépendance judiciaire face à un pouvoir exécutif déterminé. Par la suite, la nomination de juges favorables à l'administration a progressivement transformé la composition de la plus haute juridiction du pays. Le Congrès, théoriquement conçu comme un contrepoids au pouvoir présidentiel, s'est largement aligné sur les priorités de l'exécutif³⁹. La coalition pro-Duterte y a maintenu une majorité confortable, facilitant l'adoption de législations controversées, comme la restauration de la peine de mort pour les crimes liés à la drogue (adoptée par la Chambre des représentants mais bloquée au Sénat), ou la réduction symbolique du budget de la Commission des droits de l'homme à 1000 pesos (environ 20 dollars)⁴⁰. Cette dynamique a contribué à transformer le Congrès en chambre d'enregistrement des volontés présidentielles plutôt qu'en forum de délibération autonome. Outre la Commission des droits de l'homme, régulièrement critiquée et marginalisée, l'Ombudsman et la Commission électorale ont vu leur autorité contestée lorsque leurs décisions allaient à l'encontre des intérêts présidentiels⁴¹. Les médias indépendants ont été particulièrement ciblés, comme l'illustre le cas emblématique du non-renouvellement de la licence de diffusion du réseau ABS-CBN en 2020⁴². Les ressources publiques ont été massivement réallouées vers les secteurs sécuritaires, avec une augmentation substantielle des budgets de la police et de l'armée. Parallèlement, une nouvelle approche du développement économique a été mise en œuvre, accordant une place prépondérante aux grands projets d'infrastructure dans le cadre du programme *Build, Build, Build*⁴³. Cette vision du développement, centrée sur les investissements massifs dans les infrastructures physiques, contraste avec les approches antérieures qui mettaient davantage l'accent sur le développement humain et la réduction de la pauvreté.

La polarisation de la société philippine : une reconfiguration durable du champ politique

L'ère Duterte a profondément transformé les dynamiques sociales et politiques aux Philippines, entraînant une polarisation sans précédent de la société. Cette division ne se limite pas aux clivages traditionnels entre partis politiques, mais s'étend à des conceptions fondamentalement différentes de la démocratie, des droits humains et du développement national. Le débat public s'est progressivement structuré autour de positions antagonistes vis-à-vis de la figure présidentielle et de ses politiques, créant des camps difficilement réconciliables. D'un côté, les partisans de Duterte, issus principalement des classes moyennes urbaines et des régions périphériques comme Mindanao, ont développé un attachement quasi identitaire à sa personne et à son programme⁴⁴. Pour eux, Duterte représente une rupture salutaire avec des décennies de

gouvernance inefficace et corrompue. Ils valorisent son approche directe des problèmes nationaux, sa volonté affichée de restaurer l'ordre et sa défiance envers les élites traditionnelles. Cette base de soutien s'est consolidée à travers des réseaux sociaux particulièrement actifs, où des armées de supporters en ligne ont défendu vigoureusement les politiques présidentielles et attaqué systématiquement ses critiques⁴⁵. De l'autre côté, une opposition hétérogène s'est progressivement constituée, rassemblant des défenseurs des droits humains, des intellectuels, des membres du clergé catholique et des représentants de la société civile. Pour ces acteurs, la présidence Duterte représente une menace existentielle pour la démocratie philippine laborieusement reconstruite après l'ère Marcos. Ils dénoncent la normalisation de la violence d'État, l'érosion des libertés civiles et la dérive autoritaire du régime. Cette opposition s'est exprimée à travers des manifestations publiques, des recours juridiques et des campagnes médiatiques internationales, mais a peine à construire un mouvement de masse capable de contrebalancer efficacement le soutien populaire dont jouissait le président⁴⁶. L'émergence de plateformes d'information alternatives, souvent pro-gouvernementales, a concurrencé les médias traditionnels, créant des écosystèmes informationnels parallèles et mutuellement exclusifs⁴⁷. La prolifération de fausses informations et de théories conspirationnistes a encore accentué cette fragmentation, rendant le dialogue rationnel entre les différentes composantes de la société de plus en plus difficile. Au-delà de ces divisions immédiates, la présidence Duterte a opéré une reconfiguration plus profonde du champ politique philippin.

Le dutertisme après Duterte : continuités politiques, influences sur son successeur et perspectives d'avenir

La fin du mandat présidentiel de Rodrigo Duterte en 2022 n'a pas signifié la disparition de son influence sur la vie politique philippine. Au contraire, le dutertisme comme phénomène politique s'est révélé capable de survivre à son incarnation originelle, s'institutionnalisant sous diverses formes et continuant à façonner le paysage politique national⁴⁸. L'élection présidentielle de 2022 a confirmé la résilience de l'héritage dutertiste. Le rapprochement stratégique entre la famille Duterte et la famille Marcos, matérialisé par la candidature commune de Ferdinand Marcos Jr. à la présidence et de Sara Duterte-Carpio à la vice-présidence, a permis une transmission du pouvoir qui assure une forme de continuité politique⁴⁹. Cette alliance entre deux dynasties politiques majeures a consolidé un bloc conservateur puissant, capable de mobiliser à la fois la nostalgie de l'ère Marcos et le soutien aux politiques de Duterte. Sur le plan des politiques publiques, plusieurs orientations majeures de l'ère Duterte semblent appelées à perdurer. La guerre contre la drogue, bien que menée avec une intensité moindre et une visibilité réduite, n'a pas été fondamentalement remise en question⁵⁰. La politique étrangère d'équilibre pragmatique entre les États-Unis et la

Chine continue de guider les relations internationales du pays, malgré quelques ajustements tactiques. L'affaiblissement des contre-pouvoirs, la centralisation accrue de l'autorité exécutive et la marginalisation des voix critiques ont créé de nouvelles normes de gouvernance qui tendent à se perpétuer. La composition de la Cour suprême, largement renouvelée sous Duterte, continuera d'influencer la jurisprudence constitutionnelle pour les années à venir. De même, les réseaux clientélistes et les alliances politiques forgées durant son mandat constituent désormais des éléments structurants du paysage politique national. À plus long terme, l'héritage dutertiste pose des questions fondamentales sur l'évolution de la démocratie philippine. Le modèle de « démocratie illibérale » promu par Duterte, caractérisé par une légitimité électorale forte mais un respect limité pour les droits fondamentaux et les contre-pouvoirs institutionnels, pourrait s'installer durablement comme une alternative au modèle démocratique libéral établi après la chute de Marcos⁵¹. Cette évolution s'inscrit dans un contexte régional et mondial marqué par la montée des régimes autoritaires compétitifs, où les formes démocratiques sont maintenues mais progressivement vidées de leur substance. Néanmoins, des facteurs de résistance et de résilience démocratique subsistent. La société civile philippine, malgré les pressions subies, a démontré sa capacité à se mobiliser et à défendre les valeurs démocratiques⁵².

Conclusion

La présidence de Rodrigo Duterte a marqué un tournant décisif dans l'histoire contemporaine des Philippines. À la fois héritier d'une tradition politique autoritaire et figure de rupture, Duterte a profondément transformé le paysage institutionnel et social du pays. Son mandat a révélé les tensions inhérentes à la démocratie philippine post-Marcos, entre aspirations à l'État de droit et demande populaire d'efficacité gouvernementale. La guerre contre la drogue, la redéfinition des alliances internationales et le style populiste de gouvernance ont polarisé la société tout en établissant de nouvelles normes politiques qui perdurent au-delà de son mandat. L'héritage dutertiste demeure ambivalent : d'un côté, l'affaiblissement des contre-pouvoirs et la normalisation de pratiques controversées ; de l'autre, la mise en lumière des attentes populaires légitimes face à un système politique perçu comme élitiste et inefficace. Cette dualité continue de structurer la vie politique philippine, comme en témoigne la transmission du pouvoir à une administration marquée par la continuité avec les orientations dutertistes. Au-delà du contexte national, le phénomène Duterte illustre les défis contemporains des démocraties face aux inégalités persistantes et aux transformations sociales accélérées. Son impact, qu'on le déplore ou qu'on le salue, demeure indéniable et inscrit durablement les Philippines dans une trajectoire politique singulière dont les effets continueront de se faire sentir pendant de nombreuses années.

1. *The Philippines: An overview of the colonial era*, Association for Asian Studies, 2015.
2. Mynardo Macaraig, « Marcos: a US-backed dictator with charisma », ABS-CBN, 8 novembre 2016.
3. Ferdinand Marcos, Britannica, 2025.
4. « Philippines : première manifestation célébrant la chute de Marcos depuis l'élection de son fils », RFI, 25 février 2023.
5. La plupart des manifestations avaient lieu sur l'avenue Epifanio de Los Santos, plus connue sous son acronyme EDSA.
6. Felicity Salina, « The legacy of the EDSA people power revolution », Human Rights Foundation, 28 février 2024.
7. Paul D. Hutchcroft, « Linking capital and countryside: patronage and clientelism in Japan, Thailand, and the Philippines », UP Center for Integrative and Development Studies, 2017.
8. Floriane Picard et Flavie Holzinger, « Aux Philippines, l'île de Mindanao dans une spirale de conflits », *Le Monde*, 5 mai 2019.
9. Michael Ray, Rodrigo Duterte, Britcannica, 2025.
10. Will Ripley, « No tears left to cry: voices from inside Duterte's Davao », CNN, 6 mars 2017.
11. Richard Javad Heydarian, « The rise of Duterte: A populist revolt against elite democracy », Stanford University, octobre 2017.
12. « Philippines Duterte : I threw suspect from helicopter », BBC News, 29 décembre 2016.
13. Jason Gutierrez, Tiffany Ap et Rob Sawatzky, « As Philippines' likely president Duterte vows to be 'dictator' against evil », CNN, 10 mai 2016.
14. Xavier Huetz de Lempis, *L'archipel des épices*, Casa de Velazquez, 2017.
15. Jelly Musico, « My loyalty is to President Duterte, Filipinos: SAP Go », Philippine News Agency, 14 juin 2018.
16. Floreen Simon and Malou Mangahas, « Duterte, Sara, Paolo mark big spike in wealth, cash, while in public office », PCIJ, 4 avril 2019.
17. *Asia's political dynasties: Philippines*, Asia Media Centre, 24 mai 2023.
18. *Aux Philippines, le régime de Marcos ne tenait par l'armée et les organisations paramilitaires*, La rédaction de l'INA, 12 mai 2022.
19. Ted Regencia, « Arrested on ICC warrant: What was Duterte's 'war on drugs' ? », Al Jazeera, 11 mars 2025.
20. « 'If it's drugs, you shoot and kill', Duterte orders Philippine custom chief », *The Guardian*, 1^{er} septembre 2020.
21. Jonel Mark Daligdig Sarno, Jories F. Baluran, Alsan Lorie P. Santillan, Roweno B. Gamban, « Operations Tokhang enforcement: sentiments and dilemmas among drug-user surrenderees in Brgy Sinawilan, Digos City », Index Copernicus International, 30 juin 2021.
22. Peter Kreuzer, « Failing in Control ; Legislative weakness in the face of a strongman president in the Philippines », Prif Blog, 21 septembre 2023.
23. « Philippines drugs war: UN report criticises 'permission to kill' », BBC, 4 juin 2020.
24. « Philippine survey shows big support for Duterte's drugs war », Reuters, 16 octobre 2016.
25. « Duterte says Philippines will not end military alliances », BBC News, 12 octobre 2016.
26. Sebastian Strangio, « Parsing the Philippines' 'Pivot' to China under Rodrigo Duterte », *The Diplomat*, 24 septembre 2024.
27. Andreo Calozon et Cecilia Yap, « China visit helps Duterte reap funding deals worth \$24 Billion », Bloomberg, 21 octobre 2016.
28. Patrick Saint-Paul, « La cour permanente d'arbitrage désavoue Pékin en mer de Chine », *Le Figaro*, 12 juillet 2016.
29. Catherine Guéguen, « Belt and Road Initiative et mobilités chinoises contemporaines aux Philippines », *Hommes & Migrations*, 2023.
30. « Tensions en mer de Chine : les Philippines dénoncent la présence de 135 bateaux chinois près d'un récif qu'elles revendiquent », *Libération* et AFP, 3 décembre 2023.
31. Shebana C. Alqaseer et Joshua Carlo T. Pile, , *Philippines Journal of Social Development*, 2020.
32. « Le président philippin Rodrigo Duterte insulte violemment Barack Obama », *Le Monde*, 5 septembre 2016.

33. La crise de Marawi a eu lieu du 23 mai au 23 octobre 2017 pendant l'insurrection moro aux Philippines. Elle oppose pendant cinq mois les forces armées philippines aux djihadistes de l'État islamique pour le contrôle de la ville de Marawi.
34. Anna Patricia L. Saberon, « [Philippine defense cooperation with Russia: A wake-up call for the United States?](#) », East-West Center, 24 octobre 2018.
35. Franciszek Czech, « [Between legitimization and support of Rodrigo Duterte. Understanding enduring popularity of the President of the Philippines](#) », *Polish Sociological Review*, 2022.
36. Edcel John Ibarra, « [Is there judicial independence in Duterte's Philippines?](#) », Democratic Erosion Consortium, 2 décembre 2019.
37. En *common law*, le *quo warranto* est un bref de prérogative obligeant la personne à qui il est adressé à montrer quelle autorité elle a pour exercer un droit, un pouvoir ou un privilège exclusif qu'elle prétend détenir.
38. Imelda Deinla, Veronica Taylor et Steven Rood, « [Philippines: justice removed, justice denies](#) », *The Interpreter*, 17 mai 2018.
39. Peter Kreuzer, « [Failing in Control. Legislative weakness in the face of a strongman president in the Philippines](#) », Prif Blog, 21 septembre 2023.
40. Maxime Gagné, « [Philippines : lutter contre la drogue ou contre les droits humains ?](#) », Perspective Monde, 3 octobre 2017.
41. Aisha Down, « [Philippines: Duterte fires official probing him for graft](#) », Organized Crime and Corruption Reporting Project, 7 août 2018.
42. Jason Gutierrez, « [Philippine Congress officially shuts down leading broadcaster](#) », *The New York Times*, 10 juillet 2020.
43. Anna Mae Lamentillo, « ['Build, Build, Build': A Duterte legacy for the ages](#) », *Manila Bulletin*, 22 juin 2022.
44. Mikael Borres, « [Call me daddy: An analysis of diehard Duterte supporters](#) », *Spheres of Influence*, 26 novembre 2021.
45. « [Trolls and triumph: a digital battle in the Philippines](#) », BBC News, 7 décembre 2016.
46. « [Philippines : manifestation pro et anti-Duterte à Manille](#) », RFI, 21 septembre 2017.
47. « [Aux Philippines, le populisme porté par les réseaux sociaux](#) », France Culture, 13 mai 2022.
48. Bonn Juego, « [The Duterte phenomenon as authoritarian populism in the Philippines](#) », University of Jyväskylä, septembre 2023.
49. Brice Pedroletti, « [Aux Philippines, la guerre des clans entre les Marcos et les Duterte tourne au film noir](#) », *Le Monde*, 25 novembre 2024.
50. Joshua Kurlantzick, « [Marcos Jr. Lies about ending the brutal Philippine drug war – and a lot more](#) », Council on Foreign Relations, 19 février 2025.
51. Mark R. Thompson, « [The Rise of illiberal democracy in the Philippines: Duterte's early presidency](#) », dans Imelda Deinla et Björn Dressel (dir.), *From Aquino II to Duterte (2010-2018)*, Iseas-Yusof Ishak Institute, 2019, pp. 39-61.
52. « [Mass protest in Philippines over Duterte 'dictatorship'](#) », BBC News, 21 septembre 2017.